



Secrétariat aux affaires acadiennes et francophones
Loi sur les services en français

RAPPORT ANNUEL

2022-2023



Loi sur les services en français

RAPPORT ANNUEL

EXERCICE 2022-2023

Secrétariat aux affaires acadiennes et francophones

TABLE DES MATIÈRES

Message du ministre.....	1
Message du sous-ministre.....	2
Vue d'ensemble du Secrétariat aux affaires acadiennes et francophones.....	3
Indicateurs clés.....	8
Orientations futures.....	28
Coordonnées.....	29



Message du ministre

Les Jeux d'hiver du Canada de 2023 se sont déroulés à l'Île-du-Prince-Édouard du 18 février au 5 mars 2023. Ces semaines magiques ont été le point culminant de plusieurs années de préparation, de dévouement et de travail acharné de la part de centaines d'athlètes, de membres de personnel et de bénévoles de l'Île. Nous sommes très fiers de toutes ces personnes !



Le personnel et les bénévoles francophones et bilingues ont joué un rôle clé dans l'organisation de ces jeux nationaux dans les deux langues officielles du Canada, et ce, avec brio. Ils ont fait en sorte que tous les participantes et participants se sentent bien accueillis et inclus en collaborant avec des collègues incarnant la riche diversité qui est en train de devenir l'une des forces de notre province.

Les Jeux ont offert une visibilité inégalée sur la scène nationale à la langue française et à la culture acadienne et francophone de l'Île-du-Prince-Édouard, permettant au pays tout entier de connaître ce riche patrimoine qui a façonné et continue de façonner notre province.

Je suis heureux que l'ensemble des athlètes de l'Île aient pu faire l'expérience de la dualité linguistique du Canada lors de cette compétition nationale de premier plan. J'espère sincèrement que les Jeux d'hiver du Canada de 2023 ont suscité la fierté des jeunes participantes et participants francophones et acadiens et de leurs familles lorsqu'ils ont vu comment la langue française a partagé la scène pour donner vie à cet événement.

Le gouvernement reste déterminé à soutenir la communauté acadienne et francophone et à préserver la langue française à l'Île-du-Prince-Édouard pour les générations futures en soutenant des événements tels que les Jeux d'hiver du Canada de 2023 et en poursuivant ses efforts pour permettre aux Insulaires francophones de vivre et de s'épanouir en français.



L'honorable Dennis King
Premier ministre de l'Île-du-Prince-Édouard
Ministre responsable de l'Île-du-Prince-Édouard

Message du sous-ministre

La période couverte par le présent rapport (du 1^{er} avril 2022 au 31 mars 2023) a été caractérisée par un retour progressif à la normale pour les Insulaires après plus de deux ans de contraintes découlant de la pandémie. Les opérations gouvernementales ont évolué une fois de plus en fonction des besoins des Insulaires et de nombreuses institutions gouvernementales ont profité de cette transition pour réfléchir et élaborer des stratégies sur la meilleure façon de remplir leur mandat et de servir la population dans le contexte de cette nouvelle réalité.

En ce qui concerne les services en français, le Secrétariat aux affaires acadiennes et francophones a collaboré avec les institutions assujetties à la *Loi sur les services en français* (la *Loi*) pour commencer à dresser un inventaire complet des services en français offerts par le gouvernement provincial. L'inventaire rendra également compte de la capacité du gouvernement en matière de ressources humaines bilingues lorsqu'il sera terminé l'année prochaine.

Cet outil fournira des renseignements et des idées utiles aux institutions gouvernementales pour explorer les opportunités pour améliorer et accroître les services en français dans l'avenir, et ce en particulier lorsque les données de l'inventaire peuvent être analysées en fonction des priorités en matière de services identifiées par le Comité consultatif de la communauté acadienne et francophone (CCCAF) à la suite des consultations tenues en novembre 2022. L'inventaire et les priorités identifiées par le CCCAF pour la période 2023-2026 rassembleront les informations nécessaires au développement des services en français en fonction des priorités de la communauté acadienne et francophone en matière de services et de la capacité des institutions gouvernementales à offrir ces services, comme prescrit par la *Loi*.

Un autre travail important réalisé par le CCCAF en 2022-2023 est la publication d'un rapport détaillé décrivant les besoins et les défis liés à l'immigration francophone à l'Île-du-Prince-Édouard. Le rapport a également identifié des domaines d'intérêt potentiels pour l'élaboration de solutions à cet enjeu crucial pour l'avenir de la communauté acadienne et francophone de l'Île. Le rapport du CCCAF a été un élément clé dans l'élaboration du Plan d'action stratégique pour l'immigration francophone de l'Île-du-Prince-Édouard, qui sera publié au printemps 2023.

De nombreux autres projets et initiatives soulignés dans le présent rapport illustrent les progrès réalisés en matière de services en français à l'Île-du-Prince-Édouard. Le gouvernement continuera à s'efforcer de mieux servir la population francophone de l'Île et maintiendra fermement l'engagement qu'il a pris de soutenir la communauté acadienne et francophone et de maintenir la langue française à l'Île-du-Prince-Édouard pour les générations futures.

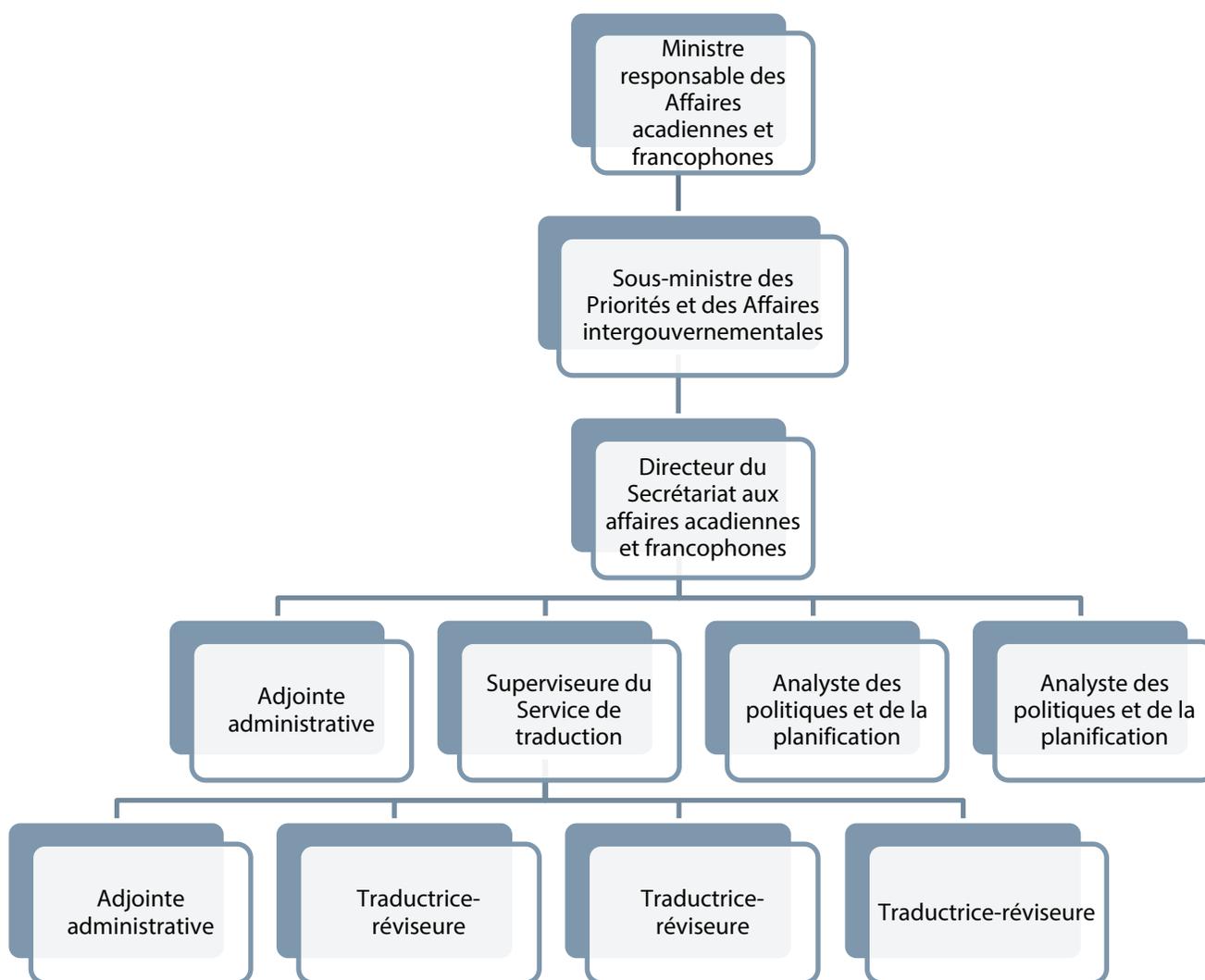
Christopher Gillis

Sous-ministre, Priorités et Affaires intergouvernementales

Vue d'ensemble du Secrétariat aux affaires acadiennes et francophones

MANDAT, VISION ET MISSION

Le Secrétariat aux affaires acadiennes et francophones appuie le gouvernement provincial dans les dossiers qui touchent à la communauté acadienne et francophone de l'Île-du-Prince-Édouard. Il conseille notamment le gouvernement quant à la prestation de programmes et de services en français afin que ceux-ci s'alignent sur les besoins prioritaires de la communauté acadienne et francophone. De plus, le Secrétariat veille à l'application de la *Loi sur les services en français* et de son règlement général.



Organigramme du Secrétariat aux affaires acadiennes et francophones

LOI SUR LES SERVICES EN FRANÇAIS

La *Loi sur les services en français* est entrée en vigueur en décembre 2013.

Selon la *Loi*, les services désignés doivent être offerts en français ou en anglais, au choix de la personne, et être d'une qualité comparable dans les deux langues. On doit aussi en faire l'offre active pour informer la population qu'un service est disponible dans les deux langues. La désignation des services est déterminée par le gouvernement, en fonction des priorités de la communauté et de la capacité du gouvernement, et elle s'effectue en apportant des modifications au règlement.

Pour ce qui est de la correspondance et des consultations publiques, la *Loi* stipule que le gouvernement doit répondre en français, par écrit, à la correspondance reçue en français, et que lors de consultations publiques, il doit offrir à la population l'occasion d'y participer en français.

La *Loi* établit plusieurs mécanismes pour assurer sa mise en œuvre :

- Le Secrétariat aux affaires acadiennes et francophones est responsable de l'application de la *Loi* et de son règlement. Le Secrétariat fournit également un soutien opérationnel au Comité consultatif de la communauté acadienne et francophone, et préside le Comité des coordonnateurs et coordonnatrices des services en français, établi par application de la *Loi*.
- Le Comité consultatif de la communauté acadienne et francophone conseille le ministre responsable des Affaires acadiennes et francophones sur toute question ayant trait à cette communauté dans la province, notamment ses priorités en matière de services en français.
- Chaque ministère ou organisme gouvernemental assujéti à la *Loi* doit nommer un coordonnateur ou une coordonnatrice des services en français qui agit à titre de personne-conseil pour la mise en œuvre de la *Loi*.
- Un agent ou une agente aux plaintes, nommé par le ministre responsable des Affaires acadiennes et francophones, est chargé de traiter, le cas échéant, les plaintes déposées en vertu de la *Loi*.

En outre, la *Loi* précise des mesures de reddition de comptes pour veiller à ce que le gouvernement effectue la planification et l'établissement de rapports en matière de programmes et de services en français; traite et fasse état des plaintes reçues; et présente un rapport annuel à l'Assemblée législative.

Le Règlement général énumère les vingt institutions gouvernementales assujétiées à la *Loi*, définit l'offre active des services désignés et en fait la description.

AFFAIRES ACADIENNES ET FRANCOPHONES

Voici les dix-neuf (19) services désignés :

Institution gouvernementale	Services désignés
Ministère de l'Éducation et de l'Apprentissage continu	Services offerts en personne à la bibliothèque publique d'Abram-Village, à la bibliothèque publique Dr.-J.-Edmond-Arsenault (Charlottetown) et à la bibliothèque publique J.-Henri-Blanchard (Summerside)
	Formulaire de demande en ligne pour obtenir des prêts entre bibliothèques
	Formulaire de demande en ligne pour suggérer l'achat d'ouvrages par une bibliothèque publique
	Formulaire de demande en ligne pour obtenir une carte de bibliothèque publique
	Formulaire d'inscription en ligne pour obtenir des services de bibliothèque publique accessibles
	Services d'accompagnement offerts aux éducateurs et éducatrices de la petite enfance
Ministère de la Santé et du Mieux-être	Service d'information de télésanté – 811
Ministère du Développement social et du Logement	2-1-1 Î.-P.-É.
Ministère des Transports et de l'Infrastructure	Service de renseignements aux voyageurs et voyageuses – 511
	Panneaux de signalisation routière (sauf ceux d'arrêt, à messages variables, comportant des noms propres, affichant les mots «Trans Canada Highway»)
	Services offerts en personne au centre Accès Î.-P.-É., à Wellington
Bureau du Conseil exécutif	Processus de demande en ligne pour Contribuons à l'Î.-P.-É.
Santé Î.-P.-É.	Services d'orientation générale au foyer Summerset
	Services d'examen de la situation financière dans le cadre du Programme de subventions pour les soins de longue durée au foyer Summerset
	Services de réception au foyer Summerset
	Soins dentaires au foyer Summerset
Innovation Î.-P.-É.	Programme de partenariat culturel communautaire
Musée et Fondation du patrimoine de l'Île-du-Prince-Édouard	Renseignements dans le cadre des expositions permanentes et temporaires au Musée acadien
	Tous les services offerts en personne au Musée acadien

COMITÉ CONSULTATIF DE LA COMMUNAUTÉ ACADIENNE ET FRANCOPHONE

Le Comité consultatif de la communauté acadienne et francophone, créé en 1977, joue un rôle essentiel dans la mise en œuvre de la *Loi*. En effet, le Comité veille à ce que le gouvernement soit informé des priorités en matière de services de la communauté acadienne et francophone. De plus, il oriente le gouvernement relativement à la désignation des services, à la prestation en français des services désignés et à toute autre question touchant la communauté acadienne et francophone de la province.

Le Comité se compose de dix (10) membres, soit un membre pour chacune des six (6) régions acadiennes et francophones (Prince-Ouest, Évangéline, Summerside-Miscouche, Rustico, Charlottetown et Kings-Est) et quatre (4) autres membres à titre personnel, y compris la présidence. Voici la liste des membres pour 2022-2023 :

Paul D. Gallant, président (à partir de décembre 2022)

Denis Morais, région de Prince-Ouest (à partir de février 2023)

Imelda Arsenault, région Évangéline

Maïté Mézierre, région de Summerside-Miscouche

Stéphane Blanchard, région de Rustico

Zain Esseghaier, région de Charlottetown

Tina Peters-White, région de Prince-Est

Valerio Herera, membre à titre personnel (à partir de décembre 2022)

Jacinthe Lemire, membre à titre personnel (à partir de décembre 2022)

Ashley Richard, membre à titre personnel

PRIORITÉS DE LA COMMUNAUTÉ ACADIENNE ET FRANCOPHONE

En se basant sur les résultats du sondage communautaire de 2019, le Comité consultatif de la communauté acadienne et francophone a identifié les secteurs de services prioritaires suivants pour la période 2020-2023 :

- Éducation
- Santé
- Services sociaux
- Accès à l'information

Le Comité a également choisi de mettre l'accent sur l'immigration francophone en tant que secteur prioritaire additionnel pour l'exercice 2022-2023.

La période 2022-2023 étant la dernière année de la période triennale axée sur les priorités susmentionnées, le Comité a entrepris, en octobre 2022, le processus d'identification des priorités en matière de services pour les exercices financiers à venir. Les priorités en matière de services qui seront identifiées par le Comité pour les exercices 2023-2024, 2024-2025 et 2025-2026 sont présentées plus loin dans le présent rapport.

COMITÉ DES COORDONNATEURS ET COORDONNATRICES DES SERVICES EN FRANÇAIS

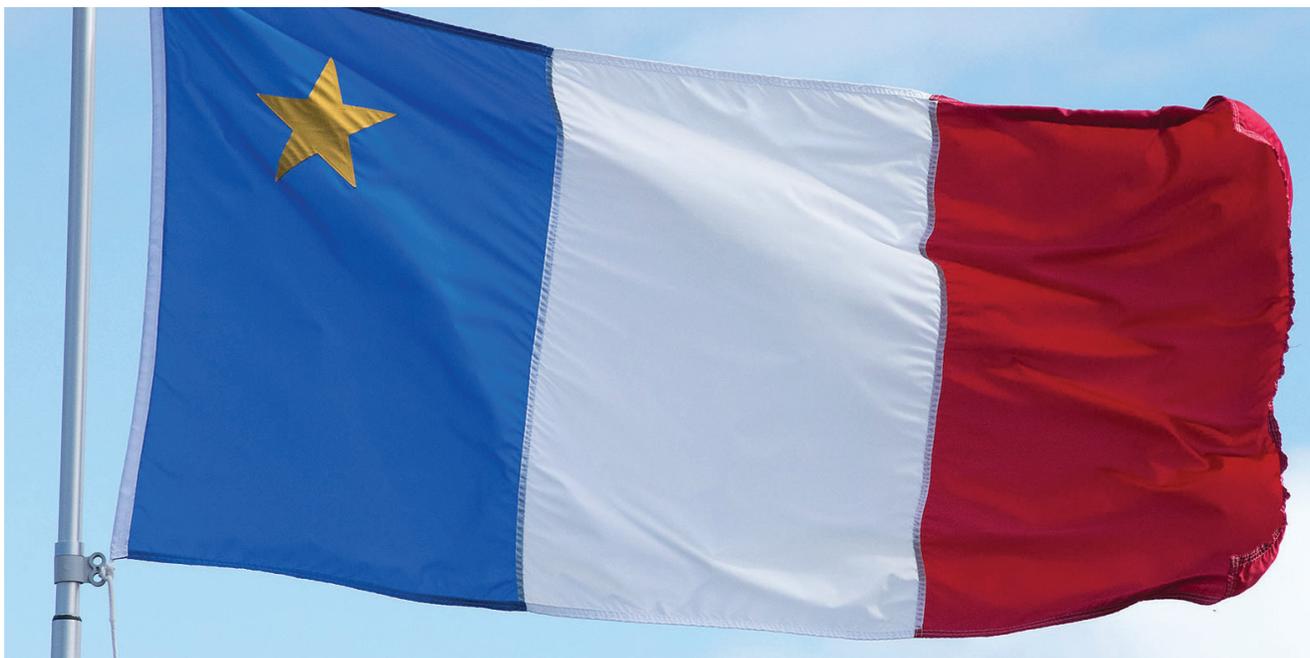
Chaque institution gouvernementale assujettie à la *Loi* est tenue de nommer un coordonnateur ou une coordonnatrice des services en français. Au cours de l'exercice financier 2022-2023, toutes les institutions gouvernementales pouvaient compter sur les services d'un coordonnateur ou d'une coordonnatrice.

Les coordonnateurs et coordonnatrices veillent au dépôt des plans et rapports annuels que les institutions ont l'obligation de préparer selon la *Loi*. Ils ont pour rôle de prodiguer conseil et appui à leur institution respective en ce qui a trait aux programmes et services de langue française, en plus de traiter toute plainte déposée auprès de leur institution en vertu de la *Loi*.

La *Loi* prévoit également la mise en place du Comité des coordonnateurs et coordonnatrices des services en français, présidé par le Secrétariat aux affaires acadiennes et francophones.

ENTENTES DE FINANCEMENT

Le Secrétariat aux affaires acadiennes et francophones dispose de deux (2) ententes bilatérales de financement : l'*Entente Canada-Île-du-Prince-Édouard relative aux services en français* et l'*Accord de coopération et d'échanges entre le Québec et l'Île-du-Prince-Édouard*. L'*Entente Canada-Île-du-Prince-Édouard relative aux services en français* est l'un des principaux mécanismes de financement appuyant le travail administratif du Secrétariat, du Comité consultatif de la communauté acadienne et francophone et des institutions gouvernementales dans la réalisation de projets visant à développer les services en français. L'*Accord de coopération et d'échanges entre le Québec et l'Île-du-Prince-Édouard*, lui, est un mécanisme qui facilite le financement conjoint de projets de la communauté acadienne et francophone entre les gouvernements de l'Île-du-Prince-Édouard et du Québec.



Indicateurs clés

CADRE DE REDDITION DE COMPTES

La *Loi* prévoit plusieurs mesures de reddition de comptes : le mécanisme de plaintes, les plans et rapports annuels des institutions gouvernementales et le rapport annuel du ministre responsable des Affaires acadiennes et francophones (le présent document). De plus, le Comité consultatif de la communauté acadienne et francophone fournit perspectives et conseils au gouvernement afin de cerner les enjeux et les domaines d'action prioritaires pour la communauté acadienne et francophone de l'Île-du-Prince-Édouard. Enfin, les ententes de financement qui sous-tendent la mise en œuvre de la *Loi* établissent des objectifs stratégiques précis qui orientent le financement des projets.

Mécanisme de plaintes

Le mécanisme de plaintes permet aux membres du public de faire une plainte lorsque :

- un service désigné ne leur est pas fourni en français ;
- la qualité d'un service désigné qui leur est fourni en français n'est pas comparable à la qualité de ce service en anglais ;
- une institution gouvernementale assujettie à la *Loi* n'a pas pris les mesures prévues dans le règlement général de la *Loi* pour faire savoir au public qu'un service désigné était offert en français ou en anglais, au choix de la personne ;
- une institution gouvernementale assujettie à la *Loi* n'a pas répondu en français à de la correspondance écrite reçue en français ;
- une institution gouvernementale assujettie à la *Loi* n'a pas donné au public l'occasion de participer à une consultation publique en français.

Le mécanisme de plaintes comporte deux (2) niveaux. Au premier niveau, la plainte est traitée par le coordonnateur ou la coordonnatrice des services en français de l'institution en question et au deuxième niveau, si nécessaire, par l'agent ou l'agente aux plaintes.

AFFAIRES ACADIENNES ET FRANCOPHONES

En 2022-2023, deux (2) nouvelles plaintes ont été déposées en vertu de la *Loi*.

Institution gouvernementale	Objet de la plainte	Résultat
Ministère de la Santé et du Mieux-être	Indisponibilité du Service de télésanté 811 en français (partie plaignante A – 6 mai 2022).	La plainte a été résolue par le ministère. Une lettre a été envoyée par le ministère pour répondre à la plainte. Des recommandations ont été faites au Service de télésanté 811 pour s'assurer que les personnes utilisant le service savent que dans le cas où le personnel francophone n'est pas immédiatement disponible (en raison de manque de personnel), un service de traduction simultanée peut être utilisé.
Ministère de la Santé et du Mieux-être	Indisponibilité du Service de télésanté 811 en français (partie plaignante B – 15 mai 2022).	La plainte a été résolue par le ministère. Une lettre a été envoyée par le ministère pour répondre à la plainte. Des recommandations ont été faites au Service de télésanté 811 pour s'assurer que les personnes utilisant le service savent que dans le cas où le personnel francophone n'est pas immédiatement disponible (en raison de manque de personnel), un service de traduction simultanée peut être utilisé.

Un document de sensibilisation de la population au processus de plaintes demeure accessible en ligne et fait partie de la version papier du formulaire de plainte. Les plaintes peuvent être faites en ligne ou par courriel.

Comité consultatif de la communauté acadienne et francophone

Au cours de la période visée par le présent rapport, le Comité consultatif de la communauté acadienne et francophone (CCCAF) a tenu trois (3) réunions par vidéoconférence. Une quatrième réunion en mars 2023 a été annulée afin de respecter la convention de transition pendant la période électorale. Cette réunion comprenait une discussion avec la SAF'Île sur les priorités et les besoins de la communauté ainsi que sur les dossiers partagés. Le CCCAF espère pouvoir tenir cette réunion avec la SAF'Île au cours de la prochaine année financière.

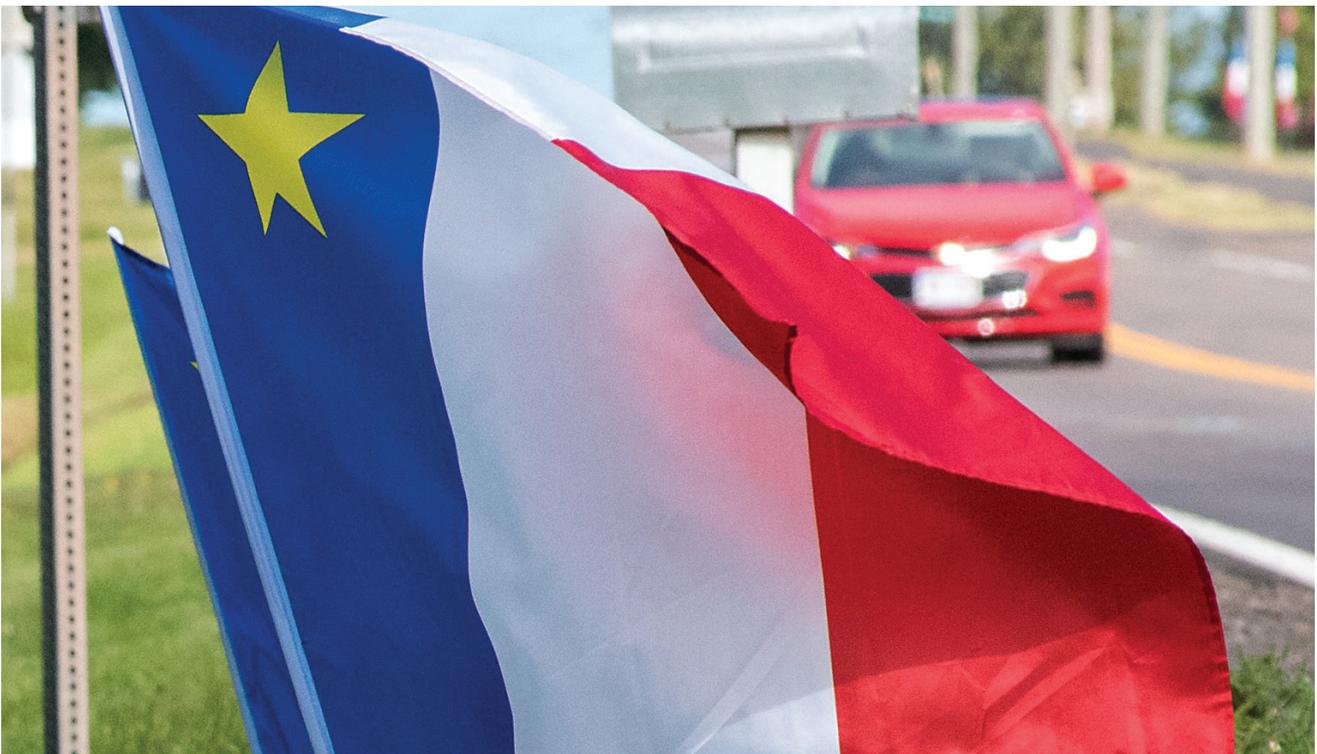
Cette année, le CCCAF a commencé à produire des rapports pour souligner les besoins et les défis dans certains secteurs prioritaires particulièrement pertinents pour la communauté acadienne et francophone et pour suggérer au gouvernement des moyens de traiter les problèmes sous-jacents. Le premier rapport portait sur l'immigration francophone à l'Île-du-Prince-Édouard. L'élaboration de deux autres rapports, ceux-ci portant sur le continuum éducatif en français, a été entamée. Une recherche sur l'éducation postsecondaire en français a été faite et les résultats de ce rapport seront examinés par le CCCAF au cours du prochain exercice financier. En préparation du rapport sur l'éducation de la petite enfance en français, Kathleen Couture, directrice de l'Association des centres

de la petite enfance francophones, a donné une présentation au CCCAF en juin 2022 sur les centres de la petite enfance francophones de la province. Le CCCAF a entrepris des recherches pour compléter les informations fournies lors de cette présentation.

Conformément à son mandat dans le cadre de la *Loi*, le CCCAF a déterminé les priorités en matière de services de la communauté acadienne et francophone pour les trois prochains exercices financiers en consultant la communauté acadienne et francophone au moyen d'un sondage à l'automne 2022. Ces priorités guideront le travail du gouvernement lorsqu'il s'agira d'améliorer les services en français existants ou d'en créer de nouveaux au cours des exercices 2023-2024, 2024-2025 et 2025-2026. Les priorités en matière de services qui ont été identifiées sont les suivantes :

- l'éducation
- la petite enfance
- la santé
- les aînés
- la culture/le patrimoine
- l'immigration
- la justice

Le CCCAF a également indiqué qu'une priorité égale devrait être accordée aux services en personne, en ligne et par téléphone.



Comité des coordonnateurs et coordonnatrices des services en français

Le Comité des coordonnateurs et coordonnatrices des services en français s'est réuni quatre (4) fois en 2022-2023, comme d'habitude. Les réunions se sont déroulées de façon virtuelle. Au cours de l'exercice, le Secrétariat aux affaires acadiennes et francophones, avec l'aide des membres du comité, a réussi à réaligner le calendrier de présentation des plans et des rapports sur les services en français par les institutions assujetties à la *Loi* sur le cycle de planification global du gouvernement, après avoir pris du retard en 2020-2021 et en 2021-2022 pendant la pandémie. De plus, les modèles de rapport pour la présentation des plans et rapports annuels sur les services en français ont été simplifiés et améliorés.

Au cours de l'année, les membres du comité ont bénéficié de séances d'information et de mises à jour détaillées sur l'évolution de plusieurs initiatives et programmes nationaux et régionaux qui influencent le développement et la prestation actuels et futurs des services en français dans la province. Plusieurs présentations et discussions du comité ont porté sur les pratiques exemplaires en matière d'intégration des composantes de langue française dans les nouveaux programmes, services et initiatives, ainsi qu'en matière de partenariats efficaces avec la communauté acadienne et francophone de l'Île.

Les résultats des consultations publiques menées par sondage en octobre 2022 par le Comité consultatif de la communauté acadienne et francophone afin de cerner les priorités de la communauté en matière de services pour les trois prochaines années (2023-2026) ont également été présentés et discutés. Ces résultats sont importants pour les institutions assujetties à la *Loi*, car ils aident à mieux comprendre comment bien servir la communauté acadienne et francophone de l'Île et répondre à ses besoins.

Au cours de l'exercice, le Secrétariat a collaboré avec les coordonnateurs et coordonnatrices des services en français de nombreuses institutions pour organiser des présentations sur la *Loi sur les services en français*, l'importance d'offrir des services en français et le soutien offert aux institutions gouvernementales souhaitant accroître leurs services en français. Ces présentations s'adressaient à divers groupes au sein des institutions, notamment les équipes de prestation de services, les gestionnaires des ressources humaines et la haute direction.

Les coordonnateurs et coordonnatrices des services en français ont joué un rôle clé dans la validation des données recueillies par le Secrétariat en vue de créer un inventaire des services en français offerts par les institutions du gouvernement provincial à l'Île-du-Prince-Édouard. Une fois terminé en 2023-2024, l'inventaire sera un outil utile pour les institutions et le Secrétariat pour trouver de nouvelles opportunités stratégiques pour augmenter l'offre de services en français.

Les membres du comité ont particulièrement apprécié la présentation du Service de traduction du gouvernement et des programmes connexes, y compris le Programme de soutien à l'interprétation, qui offre aux institutions un appui financier pour couvrir les coûts associés à l'interprétation simultanée fournie lors de consultations publiques et d'autres types de réunions. La mise à niveau de la plateforme Web utilisée pour soumettre les documents à traduire a aussi été discutée. Les coordonnateurs et coordonnatrices des services en français ont été encouragés à considérer le Service de traduction comme un outil qui peut être utilisé pour accroître la capacité des institutions gouvernementales à fournir des services en français.

Ententes de financement

Le plan stratégique 2018-2023 de l'Entente Canada-Île-du-Prince-Édouard relative aux services en français énonce trois objectifs stratégiques :

- Soutien interne aux structures administratives et optimisation des ressources;
- Soutien à l'élaboration, à la planification et à la prestation de services et de programmes publics;
- Communications et consultations avec la communauté acadienne et francophone.

Grâce à cette entente, le gouvernement du Canada verse 1 237 500 \$ par année au gouvernement provincial pour les programmes et services en français. En 2022-2023, neuf (9) projets et 33 postes désignés bilingues ont été financés. Ce financement a permis des initiatives telles que le soutien continu des efforts de recrutement pour embaucher des ressources humaines bilingues pour des postes dans les « voisinages » bilingues des établissements de soins de longue durée Maplewood et Summerset et le soutien des Jeux de l'Acadie.

L'Accord de coopération et d'échanges entre le Québec et l'Île-du-Prince-Édouard facilite le financement de projets de la communauté acadienne et francophone, plus particulièrement dans les secteurs prioritaires suivants : la petite enfance, l'immigration francophone, le tourisme, la jeunesse, l'éducation et la culture. Ces projets, cofinancés par les gouvernements du Québec et de l'Île-du-Prince-Édouard, contribuent à la promotion, au développement et à la vitalité de la langue française et de la culture francophone à l'Île. Deux (2) projets ont été financés dans le cadre de l'Accord en 2022-2023. L'un des projets portait sur le financement de l'édition 2022 du Salon du livre de l'Île-du-Prince-Édouard. L'autre consistait en une série de spectacles et d'ateliers autour de fables traditionnelles mises en musique et présentées dans les centres de la petite enfance francophones de l'Île par une artiste québécoise.

Plans et rapports annuels des institutions gouvernementales

La Loi prévoit l'élaboration de plans et de rapports annuels par les institutions gouvernementales. Ce processus permet aux institutions de planifier chaque année des actions dans le but d'améliorer leurs services en français et d'ensuite faire état de la mise en œuvre de leur plan.

La Loi demande aux institutions de fournir, dans leur plan annuel, des renseignements sur ce qui suit :

- les services, parmi ceux qu'elles offrent, qui sont prioritaires pour la communauté acadienne et francophone;
- leur capacité à offrir des services en français;
- la prestation de leurs services désignés en français, le cas échéant.

Dans leur rapport annuel, les institutions doivent également fournir des renseignements sur les plaintes qu'elles ont reçues quant au respect de la Loi.

Pour 2022-2023, toutes les institutions gouvernementales assujetties à la Loi ont présenté un plan annuel et un rapport annuel.

Un résumé de l'information contenue dans ces plans et rapports se trouve dans les tableaux ci-dessous. Le premier tableau met en évidence les activités et les initiatives entreprises par diverses institutions dans les secteurs prioritaires identifiés par la communauté acadienne et francophone de l'Île-du-Prince-Édouard.

Secteur prioritaire	Faits saillants
Santé	<ul style="list-style-type: none"> • Un nouveau poste de coordonnateur de soins bilingue a été désigné au sein de la Division des soins à domicile pour le comté de Prince. • Tout le personnel des Soins à domicile du comté de Prince recevra une formation sur l'offre active. Parmi le personnel, 82 sur 93 personnes ont déjà suivi la formation. • La trousse de bienvenue offerte aux nouveaux clients et clientes des Soins à domicile et à leurs familles existe désormais en version bilingue. • Santé Î.-P.-É. a élaboré un processus de prestation de services pour s'assurer que, de l'aiguillage à l'accueil, de l'évaluation et de la coordination à la prestation de services, la clientèle francophone est identifiée afin que le personnel puisse rapidement diriger les patients et patientes des Soins à domicile vers le personnel francophone pour des soins optimaux. Au cours du présent exercice, dix-neuf (19) clients et clientes francophones ont été réaffectés au coordonnateur de soins bilingue en raison de leur préférence linguistique. • Des travaux sont en cours pour désigner de nouveaux services de santé en ligne dans le cadre de la <i>Loi</i>. • Une consultation en ligne a été menée en français sur les soins virtuels, ainsi qu'un sondage en ligne. • Au fur et à mesure que Santé Î.-P.-É. ajoute du nouveau contenu sur le Web, il est mis en ligne en français et en anglais simultanément. • Un poste temporaire (2 ans) de gestionnaire de projet bilingue a été créé au cours du présent exercice. Le candidat retenu entrera en fonction à la mi-juin 2023 et supervisera l'établissement d'un voisinage bilingue au foyer Maplewood. • Le personnel du foyer Maplewood a continué à travailler en étroite collaboration avec Le Club des cœurs joyeux du Centre acadien de Prince-Ouest pour aider les résidents et résidentes francophones à maintenir des liens avec la communauté francophone. Au cours de l'exercice financier, 14 activités ont été organisées. • Le programme d'abandon du tabac offre l'accès à des infirmières francophones qui peuvent s'occuper des clients et clientes voulant être admis au programme. Des travaux sont en cours pour créer et traduire des fiches d'information et d'autres ressources.

Éducation, apprentissage continu et petite enfance

- La Division de l'éducation, des programmes et services en français du ministère de l'Éducation et de l'Apprentissage continu administre des entretiens de compétence orale en français pour la Direction des écoles publiques de langue anglaise. La Division réalise de 70 à 100 entretiens par année. La Division administre ces entretiens pour tous les nouveaux enseignants et enseignantes qui entrent dans le système scolaire et pour les enseignants et enseignantes qui tentent d'atteindre un niveau de compétence plus élevé.
- Les trois bibliothèques françaises de la province ont collaboré à la programmation avec les centres communautaires francophones afin d'offrir des activités linguistiques et culturelles, notamment les Rendez-vous de la Francophonie et la Fête nationale de l'Acadie.
- La page Web de la Subvention pour l'éducation de la petite enfance a été publiée en français pour la première fois en 2022-2023.
- Le matériel lié à la campagne électorale des commissions scolaires et à la campagne sur la sécurité dans les autobus scolaires a été produit en français et en anglais.
- Des consultations relatives aux modifications de l'*Early Learning and Child Care Act* (loi sur l'apprentissage et la garde des jeunes enfants) et de ses règlements ont eu lieu en 2022-2023. Une consultation virtuelle avec le secteur de la petite enfance et des groupes d'intervenants a eu lieu le 24 août 2022. Tous les participants et participantes avaient accès à des services d'interprétation en français. Les gens qui souhaitaient entendre la présentation en français pouvaient se brancher sur le canal d'interprétation en français.
- Tous les messages relatifs à la réouverture des écoles après l'ouragan Fiona ont été diffusés dans les deux langues.
- Une correspondance a été envoyée aux ONG acadiens et francophones afin de les inviter à proposer des candidatures pour le nouveau Conseil consultatif de la ministre.
- Les vidéos de la Semaine de la prévention de la violence familiale ont été promues et partagées sur les médias sociaux, transmises à des groupes d'intervenants et mises en ligne en français et en anglais.
- La Stratégie de prévention de la violence sexuelle a été promue au moyen d'un communiqué de presse, de messages dans les médias sociaux et d'entrevues avec les médias en français et en anglais.
- Un livre sur l'histoire des Acadiens et des francophones a été lancé au moyen d'une conférence de presse, d'un communiqué de presse, de publications sur les médias sociaux, d'entrevues avec les médias et d'une vidéo.
- Des affiches visant à promouvoir le Salon du livre ont été distribuées dans les écoles et partagées sur les médias sociaux.

Accès à l'information et services sociaux

- Plusieurs institutions ont poursuivi leurs efforts de traduction de leur contenu Web. Par exemple, dans le cadre de la transition du Bureau des locations de la Commission de réglementation et d'appels de l'Île à la nouvelle *Residential Tenancy Act* (loi sur la location de propriétés résidentielles), une grande partie des informations fournies en ligne sera mise à jour et traduite en français. En particulier, la Commission s'efforce de fournir de nouveaux formulaires de location en français pour la première fois.
- Emplois Î.-P.-É. passera à une nouvelle plateforme de recrutement modernisée à l'été 2023. La Commission de la fonction publique a pris part à des consultations pour discuter des aspects qui seront offerts en français et de la façon d'améliorer le processus de demande pour les candidats et candidates de langue française.
- La coordonnatrice du recrutement bilingue de la Commission de la fonction publique a effectué de nombreuses présentations de sensibilisation virtuelles et en personne à des groupes éducatifs et communautaires concernant les postes désignés bilingues dans diverses institutions, y compris Santé Î.-P.-É. Les postes bilingues sont également annoncés par l'entremise de TravailÎPÉ, de l'Île Branchée et d'autres ressources communautaires.
- La campagne des élections scolaires du ministère de l'Éducation comprenait une soirée d'information virtuelle dans le cadre du processus de recrutement de candidats et candidates, et tout le matériel électoral (comme les formulaires de candidature et les bulletins de vote par la poste) était bilingue.
- Diverses institutions publient du contenu en français sur les médias sociaux. Par exemple, tous les messages affichés en ligne et envoyés aux médias concernant la réouverture des écoles après le passage de l'ouragan Fiona étaient en anglais et en français.
- La Division de pêche marine et des services en matière de fruits de mer a reconnu que certains clients, parties prenantes et collègues provinciaux de provinces voisines communiquent et opèrent en français, de sorte que le rapport final sur une initiative liée à la pêche dans l'est du Canada a été traduit pour faciliter l'échange de l'information.
- L'exposé budgétaire 2023 a été entièrement traduit en français afin de continuer à fournir des informations en français sur le budget provincial.
- L'édition française du *Guide de l'Île-du-Prince-Édouard* continue d'être un outil de marketing important et une ressource précieuse pour les personnes qui prévoient de visiter l'Île.
- La Commission des droits de la personne a distribué des dépliants en français sur la Commission dans plusieurs communautés lors des festivals DiverCité, ainsi que dans des classes de français dans les écoles.
- De l'équipement de traduction simultanée est installé à la Cour suprême dans les salles d'audience 1 et 5 à Charlottetown ainsi que dans les deux salles d'audience de Slemon Park. Le ministère de la Justice et de la Sécurité publique prévoit d'installer ce matériel dans d'autres lieux au cours de l'année à venir.
- Le nouvel agent bilingue de l'évaluation de l'admissibilité du ministère du Développement social et du Logement est maintenant disponible pour fournir de l'information et des services aux francophones qui souhaitent obtenir de l'aide pour accéder aux soutiens et aux programmes sociaux.
- Des consultations ont été organisées virtuellement en français et en anglais sur la *Residential Tenancy Act* (loi sur la location de propriétés résidentielles).
- La page Web des programmes de rénovation de logements de l'Î.-P.-É. existe maintenant en français pour répondre à la demande pour cette information à l'échelle de la province.
- La calculatrice de la subvention pour la garde d'enfants continue d'être offerte en ligne en tant que service libre, en anglais et en français.

AFFAIRES ACADIENNES ET FRANCOPHONES

D'autres institutions assujetties à la Loi ont travaillé à poursuivre sa mise en œuvre et à offrir des services et des programmes en français. Voici les faits saillants et les réalisations de ces autres institutions :

Institution gouvernementale	Faits saillants
Agriculture et Terres	<ul style="list-style-type: none"> Les pages Web suivantes existent désormais en français : <ul style="list-style-type: none"> Intervention d'urgence pour le secteur avicole de l'Î.-P.-É. : <i>Les premières 48 heures</i> Plans agroenvironnementaux Planification de la gestion des éléments nutritifs Les formulaires de laboratoire sont offerts en français sur le site Web du ministère. Le rapport annuel du ministère a été publié en français.
Croissance économique, Tourisme et Culture	<ul style="list-style-type: none"> La Division des relations du travail et des relations industrielles a mené des consultations sur l'examen global de l'<i>Employment Standards Act</i> (loi sur les normes d'emploi) et sur l'examen du salaire minimum. Des dispositions ont été prises pour que les présentations orales lors de ces consultations puissent être faites en français. La Division du développement de la main-d'œuvre a mené une consultation annuelle sur le marché du travail. Le public a pu soumettre ses commentaires en français. Le Bureau de l'immigration dispose d'un employé bilingue qui a offert des services en français lors des consultations avec les organisations francophones. Les pages Web suivantes ont été traduites en français pendant l'exercice : <ul style="list-style-type: none"> Examen complet de la loi sur les normes d'emploi Révision du salaire minimum (2022 et 2023) Programme de mise en valeur du genre, de l'équité, de la diversité, de l'inclusion et de la communauté Accompagnatrice d'entreprises Congé de maladie et Vacances et paie de vacances Le site Web de Tourisme Î.-P.-É. est offert en français. En outre, le <i>Guide de l'Île-du-Prince-Édouard</i> en français fait l'objet d'une large promotion dans le cadre de la stratégie de marketing de Tourisme Î.-P.-É. La campagne de marketing en français s'étend également aux médias sociaux et aux bulletins d'information en tant que ressources clés. La Division du développement de la main-d'œuvre a apporté son soutien à l'Association pour le développement de la petite enfance dans la création d'un programme d'introduction pour les participants et participantes francophones afin d'augmenter le nombre de nouveaux venus et nouvelles venues dans le secteur.
Environnement, Énergie et Action climatique	<ul style="list-style-type: none"> Une Commission des forêts a été créée et comprend une représentation bilingue. Des efforts sont déployés pour que tous les documents de la commission soient créés en anglais et en français. Le Secrétariat de l'action climatique a mené des consultations auprès du public et de parties prenantes sur l'élaboration du plan provincial d'adaptation climatique au moyen d'un sondage en ligne et de séances publiques. Deux des six séances se sont déroulées en français. Un inventaire des services en ligne est en cours avec la Division des forêts, de la pêche et de la faune pour voir ce qui peut être offert en français et en anglais. Le conseiller bilingue en matière de solutions énergétiques d'Efficacité Î.-P.-É. continue de fournir des services en français et en anglais au public. Les laboratoires d'analyse de l'Î.-P.-É. continuent d'offrir des formulaires de soumission d'échantillons, des rapports et des brochures en français et en anglais. Le ministère continue de faire de la publicité dans <i>La Voix acadienne</i> et d'afficher des messages en français sur les médias sociaux au sujet de ses services et de ses publications.

AFFAIRES ACADIENNES ET FRANCOPHONES

<p>Bureau du Conseil exécutif</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Le formulaire de candidature de Contribuons à l'Î.-P.-É. a été mis à jour et est offert en anglais et en français. • Le Bureau du Conseil exécutif a mené une consultation communautaire dans le but d'obtenir les commentaires et les conseils des personnes et des communautés actuellement et historiquement marginalisées dans l'ensemble de l'Î.-P.-É. afin de guider l'élaboration d'un plan d'action contre le racisme. À l'une des séances, les membres du public qui souhaitaient participer en français ont pu bénéficier d'un service d'interprétation en personne. • Un poste d'adjointe administrative a été modifié afin de créer un poste d'agent de programme bilingue au SAAF. Ce poste, qui sera pourvu au début de 2023-2024, sera responsable de la coordination quotidienne de l'Entente Canada-Î.-P.-É. relative aux services en français. • Le SAAF a fait une présentation au Conseil des sous-ministres et aux équipes de direction de divers ministères sur la communauté acadienne et francophone de l'Î.-P.-É., l'importance des services en français, le soutien offert par le SAAF et le rôle clé joué par les coordonnateurs et coordonnatrices des services en français. • Le SAAF a mené une consultation communautaire auprès de la population acadienne et francophone de l'Î.-P.-É. au moyen d'un sondage en ligne à l'automne 2022 au nom du Comité consultatif de la communauté acadienne et francophone (CCCAF). • Le SAAF a mené diverses rencontres individuelles avec des représentants d'organismes communautaires acadiens et francophones au cours de l'année afin d'appuyer la recherche du CCCAF sur les besoins et les priorités dans les secteurs de l'immigration francophone ainsi que de l'éducation postsecondaire et de l'éducation de la petite enfance en français. • Le SAAF a commencé à travailler sur un inventaire des services en français offerts par le gouvernement provincial. Cet inventaire sera utile pour dresser la liste des services en français existants et pour déterminer comment les améliorer.
<p>Finances</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Le ministère a continué à traduire entièrement en français l'exposé budgétaire en 2023. Il s'est également concentré sur la traduction en français de tous ses formulaires fiscaux et de ses communiqués de presse. • Le Bureau des services numériques continue d'étudier les possibilités d'améliorer encore la capacité linguistique en français sur le site Web du gouvernement. • Un certain nombre d'employés du ministère ont assisté à un webinar sur les services en français et l'insécurité linguistique présenté par le Conseil ministériel de la francophonie canadienne. • Le ministère a mené des consultations prébudgétaires au moyen d'un sondage en ligne et a également accepté des soumissions écrites en français et en anglais, en plus d'offrir un événement Facebook Live avec traduction simultanée en français. • Le ministre des Finances a organisé deux tables rondes avec des intervenants clés de l'industrie pour discuter des questions immédiates que le gouvernement devrait garder à l'esprit lors de l'élaboration du budget de fonctionnement de l'exercice 2023-2024. Le ministre a répondu en français aux participants et participantes qui ont posé des questions en français.

AFFAIRES ACADIENNES ET FRANCOPHONES

<p>Pêches et Communautés</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Un poste bilingue a été transféré au sein de la Division des affaires municipales afin de mieux répondre aux besoins de la clientèle et des intervenants. • Le Secrétariat aux affaires acadiennes et francophones a organisé une présentation à l'intention du personnel afin d'expliquer la <i>Loi</i> et ses exigences, ainsi que de parler des possibilités de formation, de l'évaluation des compétences en français et des services offerts par le SAAF et le Service de traduction. • La Division des affaires municipales a mené des consultations sur la <i>Municipal Government Act</i> (loi sur les administrations municipales) et les règlements connexes. La clientèle et les intervenants francophones ont eu la possibilité de s'exprimer dans la langue de leur choix. • La Division des affaires municipales a également continué à veiller à ce que tous les renseignements qu'elle affiche soient offerts en anglais et en français afin que la clientèle et les intervenants francophones soient informés. • La Division du développement rural et régional a continué à veiller à ce que tous les formulaires de demande des programmes soient offerts en anglais et en français et que tous les énoncés de position du Conseil des communautés rurales soient traduits et affichés en anglais et en français, et que le programme Jeunes-en-conseil soit activement offert en anglais et en français.
<p>Santé et Mieux-être</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Des travaux sont en cours pour développer le site Web de Mieux vivre Î.-P.-É. de façon à ce que les utilisateurs puissent basculer entre l'anglais et le français. • Le ministère a appuyé les Jeux de l'Acadie grâce à une subvention annuelle qui permet à des centaines d'enfants francophones de l'Île de participer aux jeux régionaux à l'Î.-P.-É. et ensuite aux Jeux de l'Acadie. • Le ministère a offert des services en français aux Jeux de l'Acadie et peut offrir des services en français à tout autre groupe sportif ou récréatif, si tel est leur choix • Le ministère a fourni des ressources à JAFIPE (programme pour jeunes leaders francophones) pour appuyer la participation aux Jeux de la francophonie canadienne. • Le ministère a fourni de l'aide pour répondre aux exigences en matière de langue française associées aux Jeux du Canada. • Autres éléments (voir les faits saillants des secteurs prioritaires).
<p>Commission des droits de la personne</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Le rapport annuel de la Commission a été publié en français et en anglais. • La Commission a participé aux festivals DiverCité (dont un dans la région Évangéline) dans plusieurs communautés et a distribué des dépliants sur ses services en français et en anglais lors de ces événements. • Un guide indiquant quand contacter la Commission et fournissant des informations sur les droits protégés par la <i>Human Rights Act</i> (loi sur les droits de la personne) a été traduit et publié en français. • SHIFT, un projet de la Commission, collabore avec SAF'Île pour fournir de l'information en français sur le harcèlement sexuel en milieu de travail. • Un concept de projet a été soumis au SAAF. L'avis que le concept pouvait passer à l'étape de la proposition a été reçu vers la fin de l'année financière. Le projet porte sur le développement du soutien communautaire en matière de droits de la personne.

AFFAIRES ACADIENNES ET FRANCOPHONES

<p>Innovation Î.-P.-É.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Innovation Î.-P.-É. a invité le Secrétariat aux affaires acadiennes et francophones à faire une présentation lors de la journée de développement professionnel de leur personnel. • Les pages Web et les services en ligne en français sont promus sur les médias sociaux et dans le bulletin d'information d'Innovation Î.-P.-É. • Voici quelques-unes des pages Web traduites en français au cours de l'exercice financier : <ul style="list-style-type: none"> o <i>Fonds des célébrations d'Î.-P.-É. 150</i> o <i>Fonds pour la large bande pour les entreprises de l'Île</i> o <i>Fonds pour la large bande pour les résidents de l'Île</i> o <i>Fonds pour la large bande pour les communautés de l'Île</i> o <i>Aide à l'acquisition d'immobilisations</i>
<p>Commission de réglementation et d'appels de l'Île</p>	<ul style="list-style-type: none"> • La Commission a annoncé la possibilité pour le public de fournir des commentaires écrits concernant l'augmentation maximale autorisée des loyers et la révision des tarifs d'électricité. Les annonces ont été publiées en anglais et en français. Les commentaires pouvaient être soumis en français et en anglais. • La Commission a fait traduire en français, pour la première fois, des informations relatives aux questions de location, y compris des informations sur les augmentations de loyer supérieures au maximum autorisé et des informations sur les fermetures en cas de tempête.
<p>Société de gestion des déchets de l'Île</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Les guides du tri et des éliminations spéciales existent en français et font l'objet d'une promotion sur les médias sociaux. • Les calendriers de collecte existent en français et font l'objet d'une promotion sur les médias sociaux. • Le bulletin d'information semestriel de la Société est offert en français et fait l'objet d'une promotion sur les médias sociaux. • L'onglet de navigation du site iwmc.pe.ca comprend un bouton permettant d'accéder à une page de ressources en français.
<p>Justice et Sécurité publique</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Le ministère a consulté le public sur les projets de loi et les documents de consultation connexes pour les projets de loi sur les notaires et les commissaires, de loi sur l'arbitrage, de loi modifiant la loi sur l'arbitrage commercial international et de loi modifiant la loi sur les victimes d'actes criminels. Les documents de consultation et les pages Web correspondantes ont été traduits et publiés en français. • Le ministère a continué à travailler sur le maintien du personnel bilingue actuel et sur le recrutement pour les nouveaux postes désignés. • La version française du site Web sur le Programme de visites et d'échanges surveillés a été lancée en mars 2023. • Du matériel de traduction simultanée est installé à la Cour suprême dans les salles d'audience 1 et 5 à Charlottetown, et dans les deux salles d'audience à Slemon Park.
<p>Régie des alcools de l'Î.-P.-É.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • La Régie et la Société de gestion du cannabis ont continué à fournir le résumé de leurs rapports annuels en français et en anglais. • L'affichage bilingue « test 30 » a continué d'être placé dans tous les magasins de détail de la Régie.

AFFAIRES ACADIENNES ET FRANCOPHONES

<p>Musée et Fondation du patrimoine</p>	<ul style="list-style-type: none"> • La 90^e édition du <i>Island Magazine</i> contenait quelques articles bilingues. • La brochure <i>La vraie histoire de l'Île / The Authentic Island Story</i> fait la promotion des sept sites du Musée et de la Fondation du patrimoine et a été imprimée en français et en anglais. • Des étiquettes d'expositions et des messages sur les médias sociaux ont été traduits en français. • La Fondation a invité le Secrétariat aux affaires acadiennes et francophones à faire une présentation lors d'une réunion du personnel. • La Fondation continue d'entretenir des relations étroites avec la communauté acadienne et francophone par l'entremise du Musée acadien et de l'Association du Musée acadien, ce qui a permis d'attirer un plus grand nombre de personnes de la région au Musée.
<p>Commission de la fonction publique</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Toutes les offres d'emploi pour des postes bilingues du gouvernement ont été diffusées en français par l'entremise de TravailÎPÉ, de l'Île Branchée et d'autres ressources communautaires. • La coordonnatrice du recrutement bilingue de la Commission a fait de nombreuses présentations virtuelles et en personne à des groupes éducatifs et communautaires concernant les postes désignés bilingues au sein de divers ministères et de Santé Î.-P.-É. • La Commission a fait traduire en français tous les formulaires d'entrevue, comme les guides d'évaluation, les formulaires de déclaration et les formulaires de référence pour le processus de dotation des postes désignés bilingues. Ces formulaires sont offerts aux membres des divers comités d'entrevue et aux personnes qui fournissent des références. • Au cours du processus d'intégration de la Commission, les employés reçoivent un sondage sur la représentation de l'effectif dans lequel on leur demande (entre autres) s'ils sont bilingues. Lorsqu'un employé qui parle français est embauché, il est encouragé par les Ressources humaines ou son superviseur à se faire évaluer. • La Commission dispose de liens sur son site Web interne pour promouvoir l'évaluation des compétences linguistiques. Ces liens sont souvent donnés aux personnes qui s'informent sur l'évaluation. Les sujets abordés sont les suivants : description des niveaux de compétence en français, politique d'évaluation des compétences en français, exemples de questions pour l'évaluation des compétences en français, conseils pour l'évaluation des compétences en français, foire aux questions sur l'évaluation des compétences en français. • Des courriels de masse ont été envoyés à l'automne 2022 et à l'hiver 2023 à tous les employés de la fonction publique et de Santé Î.-P.-É. pour promouvoir les possibilités de formation en français. • En plus des courriels de masse envoyés à tout le personnel, des courriels supplémentaires ont été envoyés par la gestionnaire des services en français aux employés et employées identifiés comme bilingues et aux personnes qui ont déjà suivi des cours de français afin de promouvoir les possibilités. • En mars 2023, les valeurs de la fonction publique provinciale ont été traduites en français et ajoutées au site Web interne de la Commission. • La Commission a organisé un atelier sur « Insights » en français qui s'est tenu en octobre 2022. Neuf personnes provenant de divers ministères y ont participé. • Lors du Jour de la Francophonie, le 20 mars 2023, la gestionnaire des services en français a organisé une présentation d'une heure qui s'est déroulée sur l'heure du dîner et qui portait sur les auteurs et auteures acadiens et francophones.

AFFAIRES ACADIENNES ET FRANCOPHONES

<p>Transports et Infrastructure</p>	<ul style="list-style-type: none"> • La consultante bilingue en expérience des services, récemment embauchée, assure la liaison entre Service Î.-P.-É. et d'autres institutions gouvernementales afin d'assurer une prestation sans faille des remises et programmes provinciaux. • Service Î.-P.-É. est une nouvelle division qui gère un grand nombre de services pour le gouvernement provincial. À mesure que les gens découvriront Service Î.-P.-É., on s'attend à ce que le trafic sur le site Web augmente, c'est pourquoi le contenu du site Web a été envoyé au Service de traduction pour qu'il puisse être publié en français. Le contenu du site Web de Service Î.-P.-É. comprend la stratégie de service de Service Î.-P.-É.
<p>Développement social et Logement</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Des consultations ont été organisées virtuellement en français et en anglais sur la <i>Residential Tenancy Act</i> (loi sur la location de propriétés résidentielles). • Les communiqués de presse sont publiés en anglais et en français. • La page Web des programmes de rénovation de logements de l'Î.-P.-É. existe désormais en français en réponse à la demande pour cette information dans l'ensemble de l'Île. • La calculatrice de la subvention pour la garde d'enfants continue d'être offerte en ligne en tant que service libre, en anglais et en français. • Le nouvel agent bilingue de l'évaluation de l'admissibilité du ministère est maintenant disponible pour fournir de l'information et des services aux francophones qui souhaitent obtenir de l'aide pour accéder aux soutiens et aux programmes sociaux.
<p>Commission des accidents du travail</p>	<ul style="list-style-type: none"> • La planification du plan stratégique 2024-2026 est en cours et la réponse aux divers besoins de la clientèle de la Commission sera une priorité absolue. • La Commission continue de surveiller la demande de services en français pour s'assurer que le profil linguistique de son personnel correspond aux besoins de sa clientèle. • La Commission a son propre site Web. Des communiqués de presse traduits et le guide sur le harcèlement au travail en français ont été publiés sur son site Web au cours de l'exercice. • Les nouveaux <i>Workplace Harassment Regulations</i> (règlement sur le harcèlement au travail), en vigueur depuis 2020, ont été identifiés comme une priorité pour s'assurer que tous les lieux de travail de l'Île comprennent leurs responsabilités. • La Commission utilise les médias sociaux (Twitter) pour promouvoir ses pages Web, y compris le contenu en français.



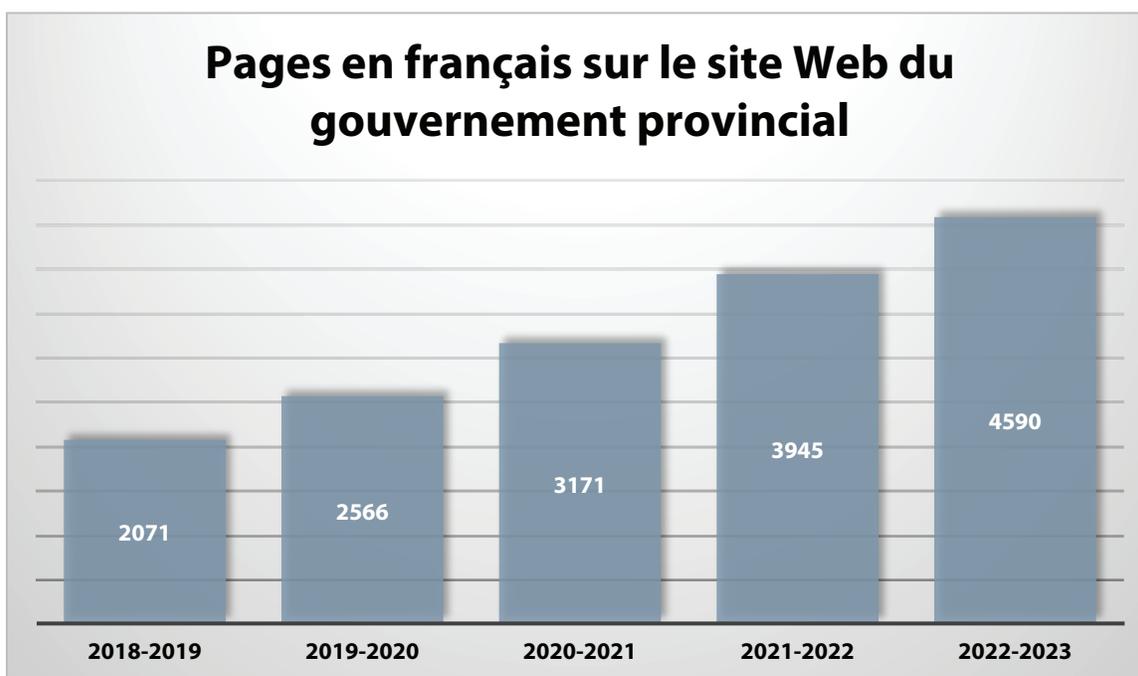
AUTRES INDICATEURS

Site Web du gouvernement provincial

Le site Web du gouvernement de l'Île-du-Prince-Édouard demeure la plateforme principale qui permet d'augmenter l'accès à l'information en français, un secteur prioritaire pour la communauté acadienne et francophone. Le site Web est utilisé par le gouvernement pour publier des renseignements sur les programmes et services gouvernementaux ainsi que pour offrir des services en ligne.

Sur le plan technologique, chacune des pages du site Web peut être traduite et offerte en français, ce qui permet de publier systématiquement de nouveaux renseignements en français au fur et à mesure que le site est alimenté. Des efforts sont faits pour traduire les pages les plus consultées par les utilisateurs en priorité. En date du 31 mars 2023, le site Web comptait 4590 pages en français, soit une hausse par rapport aux 3945 pages accessibles en 2021-2022. On dénombrait un total de 20 897 pages Web au 31 mars 2023 (8 % de plus qu'en 2021-2022, où on en comptait 19 322), ce qui signifie que 22 % du site Web était accessible en français.

Le nombre de pages en français a augmenté depuis 2018-2019, tant en chiffres absolus qu'en pourcentage du nombre total de pages.



Pourcentage de pages en français sur le site Web du gouvernement provincial



Le site Web permet également d'offrir des services en ligne en français. En date du 31 mars 2023, le site Web comptait 161 services en ligne en français, soit une hausse par rapport aux 134 services accessibles en 2021-2022.

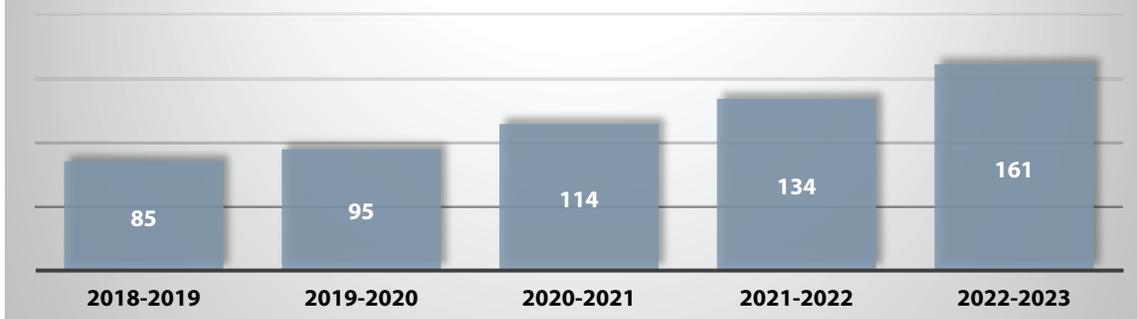
Les institutions suivantes ont ajouté de nouveaux services en ligne en français lors de l'exercice :

- Développement social et Logement
- Innovation Î.-P.-É.
- Finances
- Bureau du Conseil exécutif
- Justice et Sécurité publique
- Éducation et Apprentissage continu
- Santé Î.-P.-É.

Voici certains des services lancés en ligne en français en 2022-2023 :

- Renouvellement – Programmes de financement des pompes à insuline/des capteurs de glucose
- Présenter une demande au Fonds pour l'achat d'équipement de terrain de jeu
- Consultations prébudgétaires pour le budget de fonctionnement 2023-2024
- Fonds des célébrations d'Î.-P.-É. 150
- S'inscrire au registre des lobbyistes

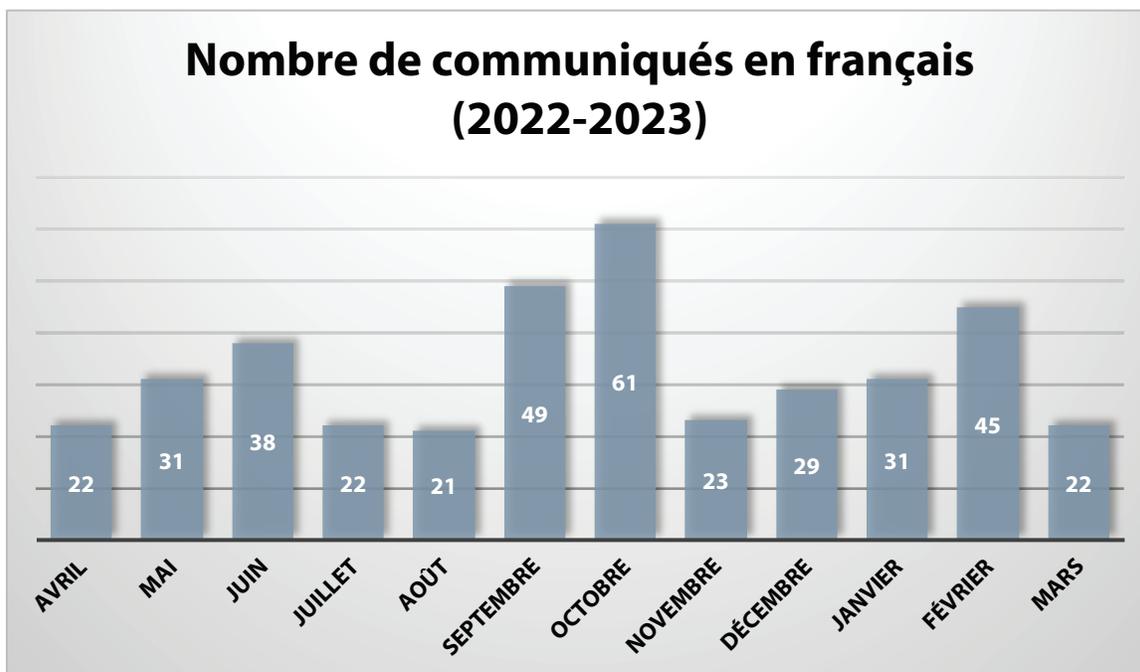
Services en ligne en français



Les nouvelles du gouvernement en français

Au cours de l'exercice 2022-2023, le gouvernement a diffusé 394 communiqués en français sur un total de 409, soit 96 %. Il s'agit d'une augmentation par rapport aux années précédentes où les pourcentages étaient les suivants : 2021-2022, 92 %; 2020-2021, 92 %; 2019-2020, 89 %; 2018-2019, 76 %.

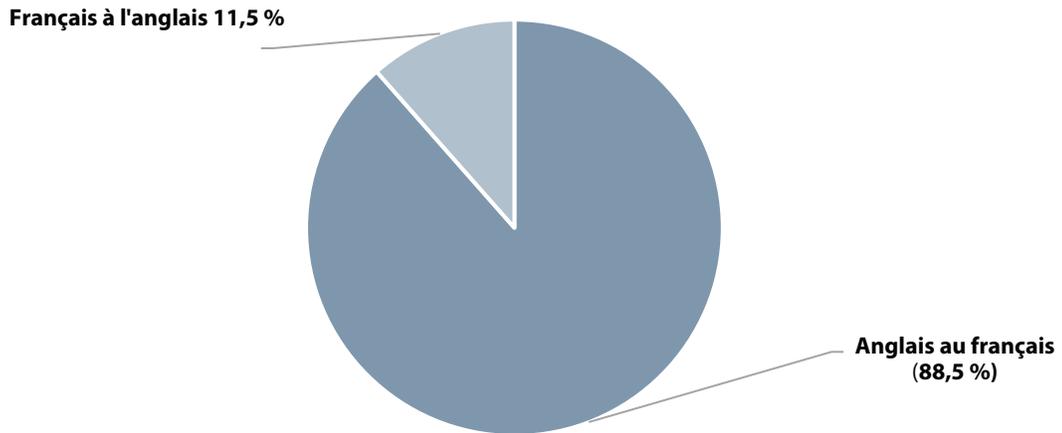
Les communiqués de presse offraient diverses informations sur les services et les programmes gouvernementaux, y compris sur les mesures de santé publique et la pandémie de COVID-19, en particulier au début de l'exercice, au printemps 2022.



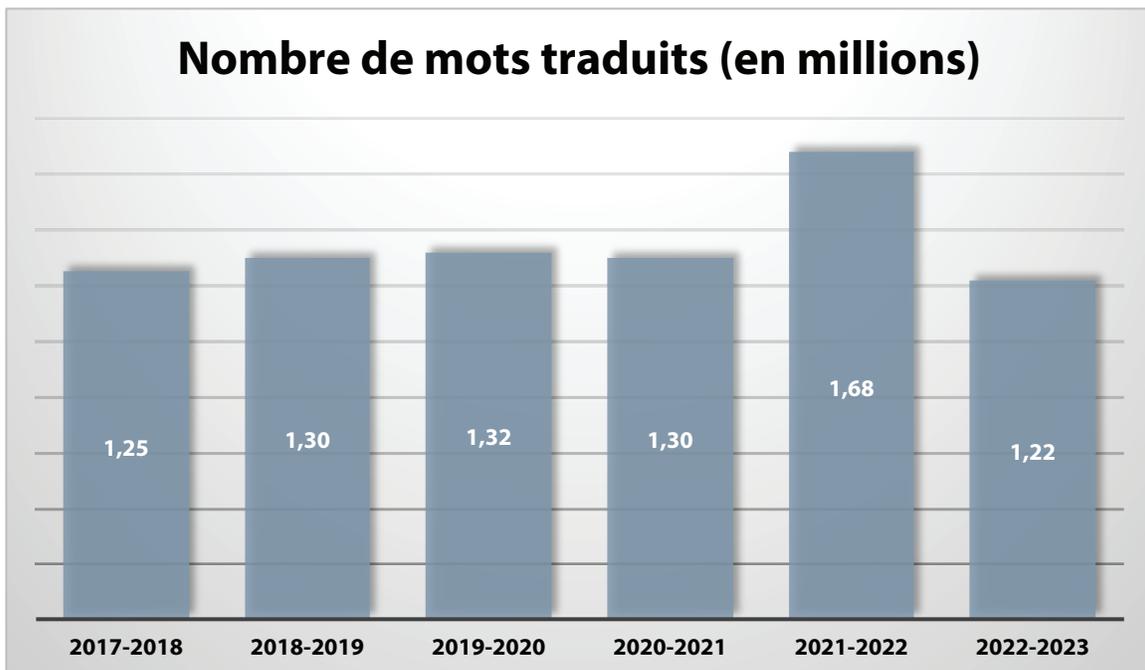
Service de traduction

Le Service de traduction du gouvernement provincial joue un rôle clé dans l'offre de services en français par les institutions gouvernementales. En effet, le Service permet notamment aux institutions gouvernementales d'accroître la quantité d'information offerte en français. En 2022-2023, le Service de traduction a traduit 1 217 074 mots, dont 88,5 % de l'anglais vers le français et 11,5 % du français vers l'anglais.

Pourcentage de mots traduits selon la langue source et la langue cible



Nombre de mots traduits (en millions)



Capacité du gouvernement

La prestation de services en français par les institutions gouvernementales s'appuie en partie sur les effectifs bilingues. La Commission de la fonction publique est responsable de faire la liste, pour la fonction publique et Santé Î.-P.-É., des postes désignés bilingues et des employés et employées bilingues n'occupant pas un poste désigné.

Le nombre total d'employés et d'employées bilingues (la somme des personnes occupant des postes désignés bilingues et des employés bilingues n'occupant pas un poste désigné) a augmenté de façon constante depuis que les rapports sur la *Loi* ont commencé à être publiés, il y a près de dix ans.

Le nombre de postes désignés bilingues a aussi progressé de façon générale, mais ce nombre a tendance à fluctuer d'une année à l'autre en fonction des besoins opérationnels.

D'ailleurs, le nombre d'employés bilingues n'occupant pas un poste désigné bilingue a également suivi une tendance à la hausse, avec quelques variations occasionnelles. Dans certains cas, les variations sont dues au fait que des postes précédemment non désignés occupés par des personnes bilingues sont désignés ou que des employés bilingues occupant des postes non désignés passent à des postes désignés par l'entremise de concours, de prêts de service ou d'autres processus de ressources humaines. Dans de tels cas, ces employés et employées seraient désormais comptabilisés dans la catégorie « Postes bilingues désignés » et non plus dans la catégorie « Employés et employées bilingues n'occupant pas un poste désigné bilingue ».

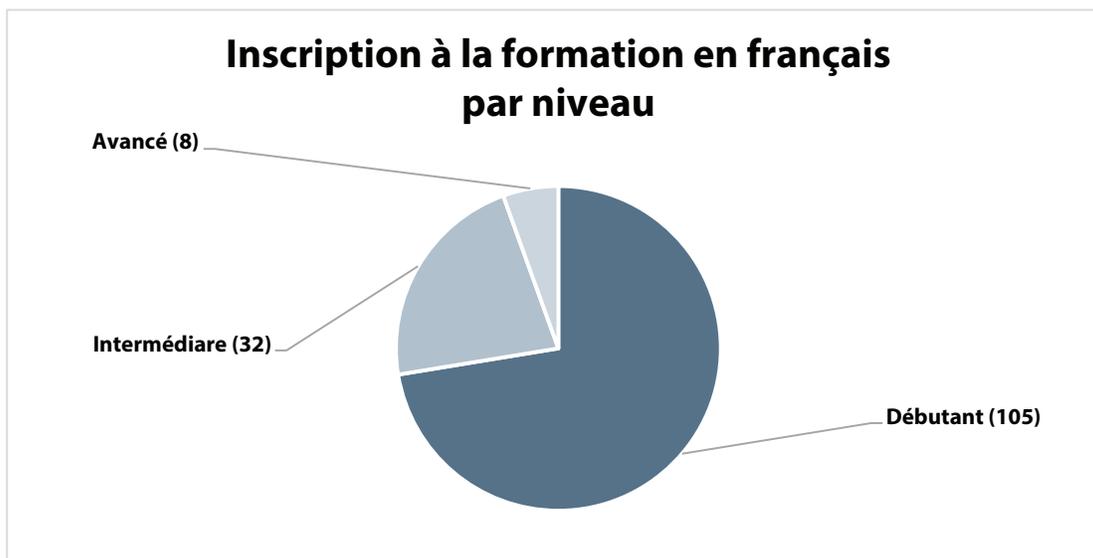
Employés et employées bilingues du gouvernement de l'Î.-P.-É.	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Postes désignés bilingues	120	116	142	141	146	148	138	141	162
Employés et employées bilingues ¹ n'occupant pas un poste désigné bilingue	110	120	124	140	160	211	226	233	215
Total	230	236	266	281	306	359	364	374	377

¹ Les employés et employées bilingues sont ceux et celles dont les compétences orales en français ont été évaluées par la Commission de la fonction publique et qui ont atteint le niveau « Intermédiaire plus » ou un niveau plus élevé.

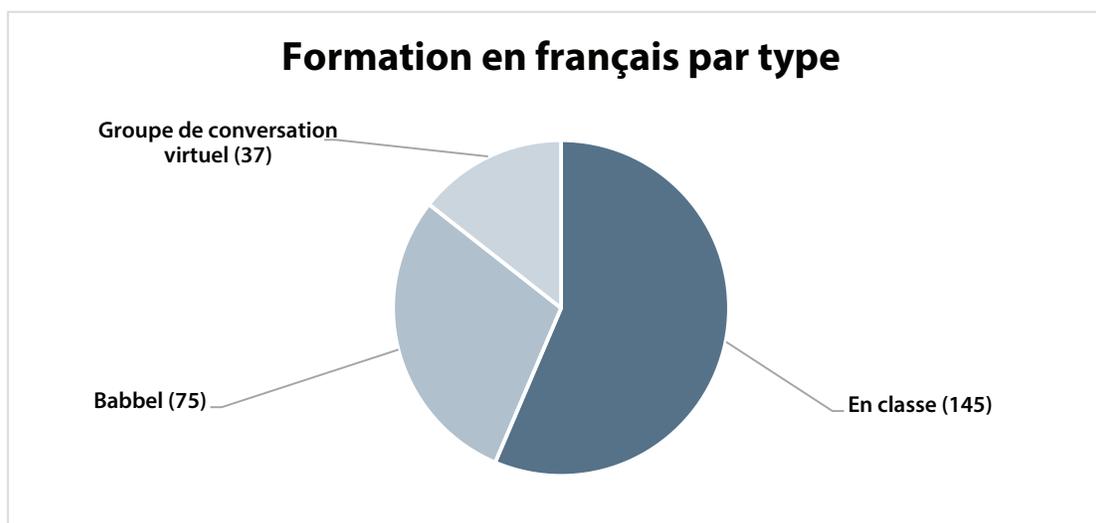
En 2022-2023, 52 évaluations de la compétence orale ont été effectuées, contre 69 en 2021-2022. Trente-huit de ces évaluations ont été réalisées aux fins de dotation, tandis que 14 autres ont été réalisées sur une base volontaire.

En 2022-2023, il y a eu 145 inscriptions à la formation linguistique en français, comparativement à 102 en 2021-2022.

En 2022-2023, les employés et employées du gouvernement ont eu accès à 11 cours de français différents offerts par l'Université de l'Île-du-Prince-Édouard et répartis par niveaux : Débutant (niveaux 1, 2, 3 et 4), Intermédiaire (niveaux 1, 2, 3 et 4) et Avancé (niveaux A, B et C).



En 2022-2023, en plus des cours de français en classe, la Commission de la fonction publique a offert encore une fois 75 abonnements à Babel qui ont été attribués aux membres de la fonction publique et de Santé Î.-P.-É. qui sont régulièrement en contact avec le public. En plus de l'autoapprentissage sur Babel, la Commission de la fonction publique a collaboré avec l'Université de l'Île-du-Prince-Édouard afin d'offrir des groupes de conversation virtuels aux employés et employées. La cohorte étudiante inscrite au programme d'éducation de l'université a animé les séances de 30 et 45 minutes proposées aux employés et employées débutants, intermédiaires ou avancés pour un total de cinq heures par semaine. L'université a aussi mis sur pied un test de niveau pour aider les participants et les participantes à choisir le bon groupe en fonction de leur niveau de compétence en français.



La formation en français est accessible à tous les membres du personnel, mais le nombre de places est limité pour certains cours. Si le nombre de candidatures dépasse la capacité d'accueil, les inscriptions sont classées par ordre de priorité selon les quatre (4) secteurs prioritaires mentionnés précédemment : la santé, l'éducation, l'accès à l'information et les services sociaux.

Orientations futures

En 2023-2024, le Secrétariat aux affaires acadiennes et francophones continuera d'appuyer le Comité consultatif de la communauté acadienne et francophone dans la recherche et l'élaboration de deux rapports thématiques supplémentaires soulignant les défis ainsi que les solutions possibles que le gouvernement pourrait adopter dans des secteurs de services prioritaires pour la communauté. En 2023-2024, les rapports porteront sur l'éducation de la petite enfance en français et l'éducation postsecondaire en français.

En collaboration avec les institutions assujetties à la *Loi*, le Secrétariat dressera, en 2023-2024, un inventaire des services en français offerts par le gouvernement provincial. Cet inventaire s'inscrira dans le contexte plus large des services gouvernementaux et des structures organisationnelles détaillées et cherchera également à recueillir des données concernant la capacité bilingue du gouvernement. En présentant une vue globale mais détaillée, l'inventaire devrait aider à cerner de nouvelles possibilités stratégiques pour accroître l'offre de services en français en fonction de la capacité existante au sein des institutions gouvernementales et des priorités de la communauté acadienne et francophone en matière de services.

À la suite de l'engagement du gouvernement concernant l'immigration francophone dans le discours du budget du 24 février 2022, et en s'appuyant sur le rapport d'octobre 2022 du Comité consultatif de la communauté acadienne et francophone sur ce sujet, le Secrétariat travaille à l'élaboration d'une stratégie d'immigration francophone en partenariat avec diverses institutions gouvernementales. La stratégie, qui sera dévoilée en juin 2023, visera à aider les employeurs à répondre à leurs besoins en main-d'œuvre, à soutenir l'établissement des nouveaux arrivants et arrivantes francophones et à renforcer la capacité d'accroître l'immigration francophone à l'Île. La stratégie sera mise en œuvre par un comité de gouvernance composé d'institutions gouvernementales clés ayant des mandats liés à l'immigration francophone.

Enfin, le maintien de canaux de communication ouverts et de relations productives avec la communauté acadienne et francophone de l'Île, ainsi qu'avec les coordonnateurs des services en français, les équipes de prestation de programmes et la haute direction des institutions assujetties à la *Loi*, demeurera essentiel à la réalisation du mandat du Secrétariat.

Coordonnées

Loi sur les services en français

C.P. 58, Wellington (Île-du-Prince-Édouard) C0B 2E0

Tél. : 902-854-7446

Télééc. : 902-854-7255

Courriel : bonjour@gov.pe.ca

<https://www.princeedwardisland.ca/en/topic/acadian-and-francophone-affairs>

<https://www.princeedwardisland.ca/fr/sujet/affaires-acadiennes-et-francophones>





DG-1633